

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18689 - 72ÈME ANNÉE

Le PCR propose une démarche commune pour que le prochain gouvernement applique les propositions de la CNL

Appel au rassemblement des partis politiques pour défendre les Réunionnais

La Conférence nationale du logement organisait hier un débat sur ses propositions adressées aux candidats aux élections législatives. Le PCR, les Républicains-UDI, Résiztans974, LPA, PLR et le Front national avaient répondu présent. La matinée s'est organisée sous la forme de prises de parole de locataires, puis les représentants des partis étaient invités à prendre la parole. Le PCR avait dépêché deux membres de sa direction, Maurice Gironcel, secrétaire général, et Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire. Ils ont été les seuls à appeler à changer de cadre pour que le problème du logement puisse être réglé par des propositions réunionnaises, appliquées par des Réunionnais. Le PCR a demandé que l'accord de forme des différentes organisations politiques avec les propositions de la CNL se manifestent par une action concrète : un document commun qui sera défendu à Paris d'une seule voix pour exiger que le prochain gouvernement applique les revendications de la CNL.

La Confédération générale du logement avait invité hier les partis présentant des candidats aux élections législatives à débattre de ses propositions. À l'exception du Parti socialiste, tous les étaient présents. Le PCR avait dépêché deux membres de sa direction, Maurice Gironcel, secrétaire général, et Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire. Les autres participants étaient Cyril Melchior pour les Républicains-UDI, M. Celeste pour le FN, Jean-Hugues Ratenon pour son mouvement Résiztans974, Karine Nabénésa pour LPA soutient de En Marche ! d'Emmanuel Macron, Mme Béton pour PLR. Le Parti socialiste n'avait pas répondu favorablement à l'invitation lancée par la CNL. Jean-Michel Singaïny, président de

la CNL-Réunion, a introduit les débats en rappelant le rôle de son organisation et sa forte implantation dans notre île. Il a souligné que le problème du logement était trop peu abordé en cette période de campagne électorale. La CNL a donc décidé d'interpeller directement les partis ayant des candidats aux législatives. La CNL a donc demandé aux partis de se positionner sur ses propositions.

Erick Fontaine, administrateur de la CNL, a tout d'abord rappelé que 90 % des logements achetés à La Réunion le sont par des personnes qui ne vivent pas dans notre île. Pendant ce temps, plus de 20.000 familles attendent un logement social, et l'insalubrité touche 20 % de la population.

La parole aux locataires

La CNL avait organisé des prises de paroles de locataires en fonction de différents thèmes, puis les représentants des partis politiques devaient répondre aux demandes formulées. M. Lakiamance a évoqué les difficultés des personnes âgées, deux syndicalistes étudiants ont montré les problèmes rencontrés par la jeunesse pour se loger 5000 demandes de logements étudiants pour 1000 places), M. Kondoki a abordé la question des RHI (opérations de Résorption de l'habitat insalubre) au Port, ainsi que Mme Djaffar aux Camélias. D'autres locataires ont aussi pris la parole pour

mettre en exergue les conséquences du mal-logement, et la montée des tensions engendrée par la pénurie qui font que des immigrants récemment installés à La Réunion sont victimes de propos déplacés.

Après un premier tour de table, Maurice Gironcel a constaté un accord sur les revendications de la CNL. Il a donc appelé à se rassembler pour faire face au défi de l'augmentation de la population. La Réunion comptera 1 million d'habitants, 150.000 logements devront être construits en une à deux générations alors que plus de 20.000 familles n'ont pas accès au parc social alors qu'elles sont éligibles.

Changer de cadre

Cette croissance démographique s'accompagnera par un doublement du nombre de personnes âgées. La proposition du PCR de deux grands services dans l'environnement et l'aide à la personne vise à répondre à ces nouveaux besoins, a rappelé le secrétaire général du Parti communiste réunionnais, c'est un gisement d'emplois non délocalisables. Maurice Gironcel a exprimé l'importance de sortir du cadre actuel afin de mettre l'humain au centre de tout, et pour que l'argent public se concentre dans la construction de logements sociaux, pour des logements adaptés aux Réunionnais, faits par des Réunionnais. Il a aussi plaidé pour des loyers prenant en compte les capacités des locataires. Ary Yée Chong Tchi Kan a abondé dans le même sens : « il est impos-

sible dans le cadre actuel de régler le problème du logement ». Or, « comme l'air qu'on respire, chacun a droit à un logement décent ». Il a appuyé sa démonstration sur plusieurs exemples. « A quoi sert la caution ? C'est une suspicion sur la personne qui entre dans le logement et c'est une somme versée par le locataire en échange d'aucun bien ni service ». Multipliée par les dizaines de milliers de logements appartenant aux bailleurs, c'est une somme considérable qui produit des intérêts au profit des propriétaires des logements et pas du locataire.

Locataires victimes d'un système

Le secrétaire du PCR a aussi attiré l'attention sur un autre dysfonctionnement. Il a estimé le coût de construction d'un logement social à 1200 euros le mètre carré, alors que le bailleur social achète au privé des logements à 2200 euros le mètre carré. « Qui paie la différence ? » Le PCR veut aussi que le loyer soit fonction du revenu. Il propose un plafond à 16 % de la capacité contributive du locataire. Le dernier point soulevé par Ary Yée Chong Tchi Kan était celui de la caution exigée par la Caisse des dépôts et consignations lorsqu'elle prête de l'argent pour financer une opération de logements sociaux. Or, les sommes prêtées par la CDC viennent des livrets des petits épargnants, rémunérés à moins de 1 % par an, alors que l'équilibre de l'opération doit

être atteint en 20 ans. « Le Conseil départemental ne se porte plus caution, mais à La Réunion des communes acceptent de le faire ». Avec les restrictions budgétaires qu'elles subissent, bientôt elles ne pourront plus provisionner de telles sommes sur de nombreuses années. Faute de cautionnaire, que fera-t-on ?

Projet logement sur 30 ans

Le PCR soutient la principale demande de long terme de la CNL : un « projet logement » pour les 30 ans à venir et les moyens que l'État devra mettre en place dans un département sinistré. Le Parti communiste réunionnais a donc demandé à tous les partis présents s'ils étaient d'accord pour travailler sur un document commun, l'adopter puis aller à Paris pour le défendre auprès du prochain gouvernement et exiger qu'il l'applique.

Maurice Gironcel et Ary Yée Chong Tchi Kan ont donc fait part de l'accord avec les propositions de la CNL. Elles seront donc présentées aux instances du Parti en vue d'une signature qui vaudra soutien aux revendications.

M.M.

In kozman pou la rout

« Lo zyé lo patron i angrès koshon »

Mi pans zot i koné kozman-la. Mi pans pa sé solman par intére l'arzan, mé par l'intéré lo patron i port pou son zanimo. Li oi si li nana manzé, si li nana d'lo, si na poin karapate dann son poil, si son blan zyé lé blan é pa jone, si li trok pa lo pa kan li marsh. Tousa la lé inportan. Mèm mi koné in gramoun té i koz ziska avèk son zanimo. Alor zot i konpran bien sé in bon rézon pou lo zanimo ète an bone santé, grosi normalman é pran lo poi konm k'i fo. Mé sa sé lo sans prop é zot i koné lo sans prop la pa in n'afèr i fo sort Politéknik pou konprann. Mé lo sans figiré, sé koi la-dan ? Mi pans sé sinploman kan ou i san ou lé réponsab pou vréman ké l'afèr i marsh bien. Si ou i pran lé shoz a la lézèr, si ou i s'anfou d'sa é bin lé shoz i pé pa marshé vréman konm k'i fo. Mi pans zot i suiv amoin dann mon kozman. Alé ! Mi lèss azot kass z'ot koko la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Edito

Contre le chômage, la responsabilité

Les derniers chiffres du chômage publiés cette semaine sont une énième illustration de la crise. Ils sont la conséquence d'un enchaînement de décisions politiques qui conduisent à la catastrophe. Avec plus de 180.000 Réunionnais à la recherche d'un emploi, comment parler de développement durable ou d'égalité réelle. La promesse d'une amélioration de la situation lors de la présidentielle et des législatives de 2012 n'a pas été tenue.

Les raisons de cet échec sont connues et analysées. Le 19 mars 2016, à l'occasion du 70e anniversaire de l'abolition du statut colonial, le Parti communiste réunionnais a publié un ouvrage qui détaille son analyse. Paris a refusé d'appliquer la loi abolissant le statut colonial qui prévoyait l'égalité au 1er janvier 1947, et les gouvernements qui se sont succédé ont œuvré pour installer à La Réunion un régime néo-colonial. Les Réunionnais sont contraints de vivre sous la domination de monopoles qui captent les richesses obtenues par la lutte des travailleurs, des syndicats et des partis politiques. Les transferts publics sont dépensés dans l'achat de produits et de services qui bénéficient en grande partie à des entreprises dont le siège social ne se situe pas à La Réunion. Le capitalisme français a fini par quasiment absorber les capitalistes réunionnais, et les décisions stratégiques de l'économie réunionnaise ne dépendent pas des Réunionnais.

Avec un tel tableau, la crise de l'emploi n'est pas étonnante. Les sommes considérables versées par l'État dans le traitement social du chômage et la défiscalisation n'ont pas permis d'inverser la tendance inexorable à la hausse du nombre de travailleurs privés d'emploi. L'augmentation de la population active va se poursuivre, en raison de la croissance de la population. Les mêmes politiques produiront donc les mêmes effets.

La rupture est donc nécessaire. Dans quelques semaines, un nouveau pouvoir s'installera en France. Il est donc urgent de peser pour que le gouvernement puisse entendre la revendication d'un nouveau cadre. C'est le sens du rassemblement pour la responsabilité prôné par le PCR.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Inn-dé nouvell l'indyanoséanité

Dolo dann gaz pou lé zé dé zil

Lo komité réjyonal olympik La Rényon i ménas pa partisip bann zé dé z'il 2019 par rapor li lé pa dakor avèk lo règloman . Sirtou pou sak i konsèrn bann z'atlète nana in karyèr dann La Frans : pou lo règloman koméla, i fo zot té lisansyé troi z 'an d'ran isi La rényon, sansa sink z'ané pandan z'ot karyèr éspòrtiv ; l » z'ot zil d'après sak i paré té dakor pou in réform mé kan l'ariv pou voté zot la vote kont .I paré nana diskisyon an kour mé si i ariv pa in akor bann z'atlète rényoné i partira pa l'il Maurice pou lo bann zé l'ané 2019. Konm zot i oi la sèrv kékshoz vyol lo bann tèks épi mète bann z'il komor dann l'obligasyon kite lo zé dé z'il ; Mé dis in n'ot poin bannzil komor zot osi la pa kontan.

Bannzil komor la pèrd lo bann zé l'ané 2019

Pou sak i ansouvien pi tro, l'ané 2015 kan la fé lo bannzé La rényon la délégasyon bannzikl komor la kite lo zé pars lo komité l'organizasyon lété pa kapab fé respèk lo règloman é lo minis dé spor la Frans la pran dann sète afèr in gran responsabilité ; Aprés, bannala desid priv bannzikl komor lo bann zé 2019 alé oir lété ptrévi ké klété son tour ; L'il Maurice la konport aèl an volèr é tout lé z'ot lété konplis ; an parmi la délégasyon La rényon ; Ni oi zordi lé inn épi lé z'ot l'après mord inn-a l'ot ; a la solidarité, sa in gran nom sa par koté l'oséan indien.

Sésèl la rouv in l'anbasad dann Kuba

Lo prézidan Danny Faure la parti mèrkrodi pou fé in vizite ofisyèl dann ! Kuba ; Li té invité par Raoul Castro. Lé dé péi nana in bon kopérasyon dann plizyèr domenn sirtou dann domenn médikal . An parmi bann pèsonèl médikal nana in sinkantène médsin Kubin i travaye dann bann zil Sésèl . Nana galman in bonpé z'etidyan moridsien i bénéfisyé in bours gouvèrnman kubin pou fé z'ot zétid dann Kuba ; lo prézidan Faure va artourn Sésèl lo uit mé par-la après an avoir pass in pti konjé dann lo péi.

Bann téroris isi la Rényon ?

La vi dann sak èl nana lé pli danzéré i pé ratrap anou san ké ni konpran koman ; Na poin lontan lo préfé la fé l'anons noré par-l asan pèrsone fishé S isi dann la rényon ; na poin lontan nou la aprann lo port-parol l'éta islamik té in rényoné ; Zédi matin la fé in l'éshanj kou d'fiziyan rant in ga Sin-Benoi épi bann polisyé ; La prèv ké la vi i pé ratrap anou isi san ké ni konpran bienpou kosa ; Solman i fo pa ni gnor kant mèm lo rol bann péi oksidantal dann la formasyon Daesh épi i fo p ani obli koman in pé la donn in kou d'pyé dan la fourmiyèr é lo trézilta lé sak ni koné zordi ; Bann z 'apranti sorsyé i kontant pa zot fé sak zot la fé, zot i agrav ankor lo ka, ziska k'in zour na konm in guèr mondyal lé riskab pété.

Justin